

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES
HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Nyon, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Maur, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 23 septembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Voici le texte complet de l'arrêté relatif aux passeports, tel que le publie le *Journal officiel d'Alsace-Lorraine* :

I. Ne sont plus soumis à l'obligation du passeport, conformément à l'arrêté du 22 mai 1888, à partir du 1^{er} octobre, que :

1^o Les personnes appartenant à l'armée active, les officiers en retraite, ainsi que les élèves des écoles militaires de l'étranger.

2^o Les personnes qui ont perdu la nationalité allemande avant d'avoir satisfait à l'obligation du service militaire et qui n'ont pas dépassé l'âge de 45 ans.

Le visa du passeport est délivré gratuitement.

II. Tout étranger qui séjourne en Alsace-Lorraine plus de vingt-quatre heures est tenu de déclarer sa présence, au plus tard le jour après son arrivée, à l'autorité de police locale, à moins que cette déclaration n'ait déjà été faite par la personne chez laquelle il a pris logement.

Les personnes désignées sous le chiffre I ont à présenter, en faisant leur déclaration, leur passeport visé.

Les étrangers qui négligent de faire la déclaration de présence sont exposés à être expulsés immédiatement.

III. L'arrêté du 5 février 1891 sur la police des étrangers ainsi que les prescriptions concernant les déclarations de présence à faire à l'autorité militaire par des militaires étrangers ne sont pas touchés par le présent arrêté.

Ainsi, tout contrôle est supprimé à la frontière. Les étrangers pourront désormais circuler sans gêne sur le territoire des provinces conquises. L'immense majorité d'entre eux pourront y séjourner en se bornant à annoncer leur présence à l'autorité de police dans les quarante-huit heures. Le passeport est conservé seulement pour les personnes appartenant à l'armée active, les anciens officiers de l'armée active, les élèves des écoles militaires de l'étranger et les personnes qui ont perdu la nationalité allemande avant d'avoir satisfait à l'obligation du service militaire et qui n'ont pas dépassé l'âge de 45 ans. Cette catégorie comprend surtout les jeunes gens partis avec un certificat d'émigration avant l'âge de 17 ans.

Ces mesures n'assimilent pas encore l'Alsace-Lorraine aux autres parties de l'empire, mais elles constituent une amélioration énorme sur la situation actuelle. La mesure cesse d'être prise directement contre la France, puisqu'elle ne s'applique plus à la seule frontière occidentale, et que l'exception faite s'applique à tous les étrangers. Sans doute, on a toujours en vue les vaincus de 1870, mais dans la forme, ils sont moins brutalement visés que par cette étrange législation d'après laquelle, au mépris du traité de Francfort qui leur assurait en Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée, leur pays était mis à l'index comme un lazaret de varioleux.

Le gouvernement de la République, résistant aux crailleries des boulangistes, n'avait exercé aucune représailles contre l'arrêté des passeports. Tandis que la frontière allemande se fermait aux Français, la frontière française restait largement ouverte aux Allemands. Cette politique, amèrement critiquée comme un acte de faiblesse, était la bonne. L'événement en fournit la preuve.

La bonne tenue du cabinet français, l'énergie par lui déployée pour imposer silence aux tapageurs dans l'affaire de *Lohengrin*, le langage pacifique et digne de M. de Freycinet et de M. Carnot aux grandes manœuvres ont sans doute contribué aussi au revirement inattendu qui vient de s'accomplir à Berlin. Il était difficile à l'empire allemand de conserver à perpétuité des mesures exceptionnelles contre un pays dont toutes les manifestations officielles attestent les intentions pacifiques en même temps que la force, et dont le gouvernement parle un langage calme et sensé, même au lendemain de propos inconsidérés et blessants. L'Europe était trop frappée du contraste. L'Allemagne l'efface jusqu'à un certain point. C'est à la fois équitable et habile.

En ce qui touche plus spécialement l'Alsace, nous pensons que la politique allemande aura également à se féliciter de la concession accordée. En fait le contrôle au lieu de séjour, s'il est moins vexatoire, sera plus efficace. Il était facile d'éluder l'obligation du passeport en pénétrant en Alsace par Bâle ou par le Luxembourg. Nous avons vu nous-mêmes les employés allemands de la gare de Munsteroll (Montreux-Vieux) recommander aux voyageurs non pourvus de passeport de faire un petit détour par le territoire suisse, moyennant quoi ils ne seraient nullement inquiétés. Avec le système nouveau, ces petits trucs deviennent impossibles. S'il est sérieusement appliqué, et on connaît assez l'administration allemande pour y pouvoir compter, nul ne séjournera en Alsace-Lorraine qu'avec l'agrément des vainqueurs. Que veut-on de plus ?

Les passeports n'avaient guère hâté la germanisation du Reichsland. Les dernières élections communales en ont fait foi. Le retour à une législation moins draconienne adoucira cer-

tainement les frottements. La joie manifestée par les journaux alsaciens le montre déjà.

Voici en quels termes le *Journal d'Alsace* salue la bonne nouvelle :

Cette ordonnance ministérielle a produit une impression de grand soulagement dans la population, qui a senti comme une immense délivrance en apprenant que ses vœux, — vœux légitimes du reste, — avaient enfin obtenu satisfaction et que les efforts du statthalter d'Alsace-Lorraine pour faire parvenir en haut lieu les plaintes si souvent exprimées par les représentants du pays et par la presse avaient été couronnés de succès. Le pays sera reconnaissant de ses heureuses démarches, comme il convient, au prince de Hohenlohe et à tous ceux qui dans ces dernières négociations ont contribué avec lui à remporter la victoire.

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de nos intérêts directs, de nos relations de famille et d'affaires qu'il y a lieu de se réjouir de la nouvelle ordonnance du ministère d'Alsace-Lorraine. Celle-ci a une portée plus vaste, en ce sens qu'elle indique aussi au point de vue international une détente considérable, qu'elle annule pour ainsi dire du coup toutes les rumeurs pessimistes qui couraient ces jours-ci et qu'elle dissipe l'angoisse qui commençait à peser sur tous les esprits. Renversant une sorte de muraille de Chine qui nous étrenait et, nous apportant un symptôme de paix générale, la journée d'hier, venant après de longs mois de dépression et de vague inquiétude, a décidément été une journée heureuse.

L'Express, de Mulhouse, n'est pas moins satisfait :

Aujourd'hui, dit-il, à la grande joie de tous les Alsaciens-Lorrains, l'abolition des passeports est un fait accompli. Un décret de M. de Koller nous remet sur le pied des nations civilisées ; les passeports n'existent plus, car les exceptions ne frappent que deux catégories de personnes, les officiers étrangers et les Alsaciens qui ont émigré pour échapper au service militaire.

C'est donc un véritable coup de théâtre que l'arrêté d'hier. L'horizon politique était au noir depuis quelque temps ; les récents événements sur la Baltique et les manifestations qui ont accompagné les représentations de *Lohengrin* à Paris, paraissaient avoir provoqué à Berlin une impression telle, que nous autres Alsaciens, qui avons l'habitude de subir le contre-coup de ces accès de mécontentement, nous ne nous attendions à rien d'agréable.

La question d'Alsace-Lorraine et les mesures exceptionnelles qui faisaient de notre pays presque une terre réprimée, était une des plus épineuses de la situation actuelle.

En rétablissant pour nos provinces le droit commun, du moins en partie, on adoucit une des causes irritantes qui contribuaient à maintenir l'inquiétude de l'Europe en général.

C'est donc au nom de nos intérêts matériels, au nom de nos affections de famille rétablies, que nous saluons avec bonheur l'acte d'hier, qui semble inaugurer une évolution complète dans l'attitude du gouvernement à notre égard.

En mars dernier, l'empereur, recevant la délégation des Alsaciens-Lorrains, avait formellement refusé d'atténuer la rigueur du régime exceptionnel. On attribue son changement de résolution aux efforts du prince de Hohenlohe et de son gouvernement. Espérons que nous les verrons aussi mettre un terme à la trop longue série des procès pour haute trahison, dissolution de sociétés de gymnastique et de chant, expulsions, etc., qui lui étaient sans doute ordonnés de Berlin. Le décret d'hier est une nouvelle brèche à la politique bismarckienne. L'ex-chancelier voulait que l'Alsace fût un glacis ou un fossé, entre l'Allemagne et la France. Cela, bien entendu, dans l'intérêt de la paix. L'événement a jugé cette théorie.

Le Temps écrit :

Nous laisserons à des esprits plus chagrins le soin de relever la légère disparité qu'il peut y avoir entre le ton de certaines baraganes officielles et le caractère de cette mesure. Il nous suffit que l'abrogation du passeport soit un acte non seulement pacifique, mais encore pacifique, pour lui apporter ainsi qu'à ceux qui en sont les auteurs responsables le tribut de nos sincères éloges.

A notre sens, le régime qui va s'effondrer dans le néant le 1^{er} octobre prochain, comme s'y enfonce, il y a un an à la même date, la législation exceptionnelle du petit état de siège contre les socialistes, avait l'inconvénient grave de léser les Alsaciens-Lorrains dans leurs affections et dans leurs intérêts les plus chers et de provoquer les légitimes susceptibilités de la France, sans le racheter par l'avantage d'une garantie quelconque de sécurité. Il faut croire que l'expérience, sans peut-être amener le gouvernement allemand à partager ce jugement radical et sommaire, l'aura du moins convaincu de la possibilité d'atteindre son but par des voies moins dures.

Il est intéressant de noter, à ce propos, la composition de l'espèce de comité qui a eu pour mission d'élaborer ce changement. A côté du chancelier qui représente la raison d'Etat dans ce qu'elle a d'impératif et d'universel, du prince de Hohenlohe et du sous-secrétaire d'Etat qui représentent l'autorité germanique en l'Alsace-Lorraine, une place a été faite à l'élément indigène lui-même en la personne d'un député, M. Zorn de Bulach, qui s'est attiré les bonnes grâces du gouvernement en rompant le faisceau de la députation provinciale et en se faisant inscrire dans le groupe des conservateurs.

En outre, l'ambassade d'Allemagne à Paris a deux mandataires en la personne de son chef et d'un secrétaire, comme pour rendre sensible à tous les yeux le fait qu'une telle mesure, tout en touchant en première ligne les droits et les intérêts des Alsaciens-Lorrains, affecte aussi au premier chef la France et ses citoyens.

... Si vraiment l'empereur a voulu rappeler les esprits au calme, effacer l'impression du reste fugitive de quelques mots échappés au hasard de l'improvisa-

tion et déjà désavoués par une correction officielle, s'il a eu dessein de démontrer qu'il n'y avait rien dans la situation qui s'opposât à l'assouplissement des querelles et des soupçons et à l'abandon de précautions hostiles propres à exaspérer certains ressentiments, il n'a pas fait une œuvre vaine. Peu importe qu'il ait un peu d'incohérence dans ces manifestations successives d'une pensée qui ne se morit pas toujours avant de s'exprimer. Peu importe que pour l'historien et le philosophe la facilité même de l'abolition de ce régime d'exception en mette en lumière rétrospectivement le caractère gratuit et arbitraire.

Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, c'est devant. Une pierre d'achoppement est enlevée. L'Allemagne donne un témoignage irrécusable de la réalité d'un fait tant contesté par les organes de la triple alliance, à savoir que les changements survenus dans le groupement des puissances ne constituent à aucun degré un élément de perturbation ou de danger pour l'Europe. Elle juge la situation assez stable pour prendre l'initiative d'une réforme qui détruit ce que l'on était convenu à Berlin d'appeler une garantie efficace.

Le symptôme a son prix. Il convient également d'ajouter que ce prix est encore augmenté par la portée nettement pacifique de cette mesure.

Ainsi compris, ce décret, qui sera salué avec un soulagement infini en Alsace-Lorraine, rencontrera en France un accueil conforme à l'esprit qui l'a dicté. Il n'y a ni ne saurait y avoir de bonnes raisons pour ne pas enregistrer avec joie une détente aussi réelle dans les relations de deux grands peuples.

Les Juristes à Genève.

II

Genève, 21 septembre.

Je crains qu'un lapsus se soit glissé dans les chiffres que je vous ai donnés pour la votation qui a terminé la discussion de ce matin.

La proposition de M. Heuberger : création d'une université fédérale, n'a fait que 7 voix ; celle de M. Meili, création d'une école de droit fédérale, en a réuni 14 et les conclusions de M. Genet, subventions fédérales à des facultés cantonales, ont été adoptées par 68 voix.

Evidemment, les décisions d'une assemblée de cette nature subissent l'influence du lieu où elle se réunit, sa composition n'étant pas la même selon que la Société siège à Genève, à Bâle ou à Zurich. C'est pourquoi la société s'abstient souvent de formuler un vote et il a été proposé d'en agir de même cette fois-ci. Cependant, comme il s'agissait d'une question pratique, suffisamment étudiée par les rapports et la discussion, l'assemblée a préféré la trancher. Le nombre restreint de partisans qui ont approuvé les conclusions de M. Meili montre que l'idée de l'établissement d'une école fédérale de droit, à plus forte raison celle d'une université fédérale, n'est pas près de trouver en Suisse une majorité d'adhérents. Et il ne s'agit pas ici d'une opposition entre la Suisse romande et la Suisse allemande. Dans les acceptants se trouvent plus d'un romand, et les représentants de plusieurs cantons allemands, comme MM. Schoch de Schaffhouse et Heuser de Bâle, se sont prononcés contre la proposition Meili.

La seconde séance a eu lieu, comme la précédente, dans la salle du Grand Conseil. Ouverte à 8 heures et demie, sous la présidence de M. Roguin, elle a commencé par la réception de 8 nouveaux candidats, ce qui porte à 61 les admissions prononcées durant cette vingt-neuvième session. Puis la parole est donnée à M. Rivoire, rapporteur de la commission de vérification des comptes, qui propose de les approuver, les ayant trouvés exacts. Les conclusions de ce rapport sont adoptées sans opposition.

M. Roguin rappelle que la société allouait un subside à la publication d'un bulletin trimestriel de la jurisprudence fédérale et cantonale. Cette subvention a été interrompue depuis six ans, mais le bulletin ayant changé de rédacteur, le nouveau titulaire de cette fonction, M. le professeur Schneider, demande que cette subvention soit rétablie et portée à 250 fr. pendant trois ans, afin de donner de l'extension à ce bulletin qui rend de nombreux services. Cette proposition est également adoptée.

Après une suspension de séance d'une demi-heure, la Société reçoit encore huit nouveaux candidats, de Soleure, ce qui porte le nombre des membres de la société à 723. Il est ensuite voté que la prochaine session aura lieu à Soleure.

M. Reihouf présente ensuite un rapport sur la question à l'ordre du jour : « Quels sont les principes qui doivent être à la base d'une loi fédérale sur les assurances sur la vie ? »

Les conclusions du rapporteur sont énumérées dans sept thèses imprimées à la suite de son travail. Le rapporteur, M. Lienhardt, conseiller d'Etat de Berne, développe, de son côté, dix thèses, qui diffèrent sur des points assez importants de celle de M. Reihouf. Il s'agit dans ce débat d'une question de principe très abstraite : « l'assurance sur la vie est-elle une véritable assurance ? » et de questions d'application technique : « La législation sur l'assurance sur la vie peut-elle être séparée des autres genres d'assurances ? Le contrat doit-il être rédigé par écrit ? L'assureur doit-il être libre de stipuler que dans certains cas de mort violente, de service de guerre, de changement de profession ou de genre de vie, etc., il est libéré de ses obligations ? Lorsque le contrat est résilié par suite de non paiement des primes ou de toute autre cause, quelle part de « la réserve des primes » doit être remboursée à l'assuré ? Lorsque l'assuré meurt insolvable, à qui appartient le montant de l'assurance, aux créanciers ou au bénéficiaire désigné ? »

M. Widmer, directeur de la Rentenanstalt de Zurich, fait un savant exposé de ses idées personnelles, et présente quatre propositions indiquant à grands traits ce que devrait être une loi fédérale sur la matière.

M. Cornaz dit que la question de la réserve des primes est la plus importante. Il faut défendre l'assuré qui, pour une cause ou pour une autre, ne peut continuer à payer ses primes. Les compagnies ne lui remboursent, à l'heure qu'il est, qu'une somme dérisoire. L'orateur propose que l'assemblée des juristes, sans entrer dans les détails de la question, exprime le vœu

que le code des obligations soit complété par un titre sur le contrat d'assurance.

M. Jeanneret, avocat à la Chaux-de-Fonds, amende cette proposition en ce sens qu'on inviterait la Confédération à légiférer sur le contrat d'assurance, sans spécifier que la nouvelle loi devra faire partie intégrante du code des obligations.

Ce point de vue l'emporte par 43 voix contre 22 données à la proposition de M. Cornaz.

A 2 heures, les juristes dînent à l'hôtel National. Au dessert, quatre discours seulement ont été prononcés.

M. Roguin, président, porte le toast à la patrie.

M. le professeur Stooss, membre du comité central, s'exprime en termes fort aimables à l'adresse des Genevois.

M. Albert Dunant, au nom des autorités cantonales, boit à la Société suisse des juristes et la félicite des services qu'elle a rendus au pays en contribuant à créer un droit suisse, qui combine les meilleures dispositions des lois cantonales et respecte les coutumes, les traditions et les libertés du peuple.

M. Didier, du Conseil administratif, se félicite de voir Genève servir fréquemment de lieu de réunion à des congrès artistiques et scientifiques qui contribuent plus que tout autre chose à améliorer les relations entre les individus et les peuples, à nous rapprocher de l'idéal lointain de la paix universelle. Il boit aux arts et aux sciences, en particulier à la science juridique.

L'exposition suisse de pisciculture.

Quand nos chers confédérés, les Bâlois, entreprennent quelque chose, on est sûr d'avance de la réussite. Leur esprit pratique a surmonté d'avance toutes les difficultés ; ils visent en tout premier lieu au solide. A Lausanne, s'il se fit agi d'une exposition pareille, on aurait construit un monument *ad hoc*, ou peut-être, profitant de quelque emplacement public, on l'eût transformé à grands frais. Des drapeaux auraient été hissés partout ; on eût commandé des quatrains de circonstance aux bons faiseurs. Et en avant la politique ! Le poisson est au fond de l'eau, ou bien il nage à fleur d'eau et à la surface. Pourrait-on proposer un plus beau thème à nos jeunes Apollons, un thème plus fécond en allusions délicates !

Les Bâlois procèdent autrement ; ils entourent un terrain spacieux d'une palissade ; ils le couvrent d'une toile ; ils l'ornent de écussons cantonaux ; mais ils ont bien compris que l'enthousiasme ichthyologique s'évanouirait bientôt, qu'il fallait à leur entreprise une puissante attraction ; c'est pourquoi ils ont fondé un restaurant ichthyologique et une cuisine *idem*.

Non contents de ces mesures, ils ont voulu aller plus loin et montrer à tous combien il serait avantageux de consommer plus de poisson. Le poisson est un aliment éminemment hygiénique ; on n'en mange pas beaucoup, disent nos chers confédérés, pourquoi ? Parce qu'on ne sait pas le préparer. C'est peut-être vrai ; mais on le prépare mal, parce qu'il est trop coûteux de le préparer bien. Ajoutons, pour notre compte particulier, qu'il est un autre obstacle à ce que l'on mange du poisson. Nous le voyons, nous l'avons si rarement frais, qu'il ne faut pas s'étonner de la répugnance des ménagères.

La cuisine de l'exposition de Bâle est construite selon toutes les exigences de la science moderne. Les appareils à gaz de M. Werderberg, ceux à rafraichissements de M. de Rufs, satisfont aux exigences les plus sévères. Plusieurs viviers, alimentés par une eau sans cesse renouvelée, fournissent, dans un parfait état de fraîcheur, les poissons les plus variés.

Les résultats, nous objectera quelque gourmet, répondent-ils à ce magnifique déploiement d'appareils culinaires ? Certes oui ! Une bisque d'écrevisses savamment préparée, des perches très bien frites, nous ont convaincus que la science n'est pas ennemie de la friandise. Les bons petits vins d'Alsace ne sont pas non plus à dédaigner.

Ce ne sont pas seulement les lacs et les rivières de la Suisse que les Bâlois ont mis à contribution pour leur cuisine. Les amateurs de poissons de mer trouvent à l'exposition les produits de la Méditerranée et de l'Océan : turbots, saules, rougets, langoustes, etc. Une grosse tortue d'environ un quintal après s'être proménée une journée entière devant les curieux, a été immolée ; elle fournira des potages succulents.

Les grands aquariums occupent à peu près un sixième de l'exposition. Tout d'abord s'est présentée une grosse difficulté. Les poissons ne vivent pas longtemps dans un aquarium, même le mieux conditionné. J'ai vu un brochet, parfaitement sain la veille, se couvrir en 24 heures d'une mousse blanchâtre. Aussi les exposants se sont engagés à remplacer sur-le-champ par d'autres les poissons qui sembleraient valétudinaires. Cela explique aussi pourquoi la Suisse occidentale n'a pas d'aquarium à elle. Il eût été impossible de les conserver en bon état.

Le poisson le mieux représenté dans les aquariums est la truite. Les Bâlois professent pour elle une affection toute particulière, et ils ont raison. La truite et le saumon du Rhin, voilà, à mon avis, nos meilleurs poissons d'eau douce. Aussi l'exposition en renferme une grande quantité et des plus beaux.

On y voit, entre autres, bon nombre de ces gros saumons que l'on appelle, si je ne me trompe, saumons *beccards*, à cause d'une dent qu'ils ont à la mâchoire inférieure et qui rentre dans une cavité de la mâchoire supérieure. Il faut que le saumon soit d'une jolie taille pour être paré de cet ornement.

Mais ce qui attire surtout l'attention, ce sont les truites de toutes espèces. Rien de plus charmant que ces poissons, à la robe jaunâtre, semée de petites taches noires, et reléchant parfois les plus vives couleurs. Sous ce rapport, l'établissement impérial de pisciculture d'Huningue a fait de véritables conquêtes. M. Haack, qui le dirige, ne s'est pas borné à introduire chez nous les magnifiques truites de la Californie ; par des croisements intelligents entre les espèces, il a obtenu des métiés qui, il est vrai, sont plutôt des objets de curiosité que de véritables acquisitions.

Parmi ces dernières, mentionnons la truite arc-en-ciel, dont le nom exprime suffisamment la beauté ; la truite américaine, *salmo fontinalis*, qui n'existe en Europe que depuis 1878, et enfin un métié de cette dernière et de l'ombre-chevalier, qui, à cause de l'étroite parenté des deux races, pourra se reproduire aisément.

L'établissement de pisciculture d'Orishof, près de Liestal, dont le propriétaire est M. Haring-Mérian, expose des poissons très variés et des écrevisses énormes qui, par l'aspect changeant de la carapace et la longueur de leurs pinces, diffèrent essentiellement des nôtres.

La truite rouge (*retheli*), particulière au lac de Zoug et aussi distinguée par la beauté de ses teintes que par son goût, a été envoyée à l'exposition par l'établissement de pisciculture de Zoug. Comme contraste, M. Riggensbach nous montre les truites noires du lac de Ritom, dans le canton des Grisons.

Notre description pourrait faire croire au lecteur qu'il n'y a vraiment que des truites à l'exposition de Bâle. Certains autres poissons, les carpes, les tanches, les anguilles, les barbeaux, y sont aussi fortement représentés. Il est vrai que quelques espèces de poissons manquent complètement, citons entre autres le chabot, dont nous n'avons aperçu aucun exemplaire et qui, par la singularité de ses formes, méritait certainement l'honneur d'être exposé.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 22 septembre.

La troisième de *Lohengrin*. — Hors de la salle et dans la salle. — La catastrophe de St-Mandé devant le Tribunal correctionnel.

La presse pourra supprimer prochainement les rubriques qu'elle consacre tous les deux jours aux représentations de *Lohengrin*. Sans que les choses se soient encore passées d'une manière absolument normale, l'expérience de hier a visiblement tourné à la confusion de la cabale boulangiste. Sur la place de l'Opéra et dans la salle même il ne s'est rien passé de sérieux ; quelques turbulents ont été arrêtés dans la rue ou expulsés du théâtre, somme toute la représentation a pu s'achever à la complète satisfaction du public venu pour voir la pièce et entendre la musique.

Voici d'ailleurs le bref résumé des incidents de la soirée.

A sept heures la place de l'Opéra présentait son aspect accoutumé. Deux gardes municipaux à cheval étaient seuls en faction devant le théâtre, quelques agents sur le refuge central, et le public circulait librement dans tous les sens. La préfecture de police avait fait l'essai de dissimuler les forces préparées en cas d'événement, en ne laissant sur la voie publique que le nombre d'agents strictement nécessaire. Cette tactique a pleinement réussi, sans qu'on doive cependant en conclure *a contrario* que ce sont les déploiements des soirées précédentes qui avaient fait surgir des manifestants.

A partir de huit heures quelques attroupements se sont produits. On a chanté la *Marseillaise*. On a crié « Vive la France ! » et « A bas l'Allemagne ! » Des colonnes se sont formées dans le but ostensible d'aller manifester devant l'ambassade allemande. Mais la police a facilement rétabli l'ordre, au prix de quelques bourrades et de quelques arrestations. Les camelots enregistrents semblent avoir perdu confiance dans le succès final. Leur agitation tombe dans le ridicule, et c'est pour cela surtout qu'on peut en prévoir la fin prochaine.

Il faut dire cependant que la police avait hier un auxiliaire inattendu dans les frégates averse tombées pendant la soirée. La pluie a dispersé plus de rassemblements encore que la vue des uniformes et des képis.

Dans la salle, on a réclamé comme précédemment l'exécution de la *Marseillaise*, un autre vieux monsieur ayant succédé pour cela à celui que M. Clément expulsait l'autre jour et qui n'a pas jugé à propos de recommencer. Mais la grande majorité du public payant s'est prononcé pour l'audition de l'opéra. Après

l'expulsion du vieux monsieur numéro deux et de quelques autres interrupteurs, la représentation a pu marcher sans encombre. Résultat final : une douzaine d'arrestations et des applaudissements enthousiastes pour la musique de Wagner. A minuit et quart, au moment de la sortie, il n'y avait que fort peu de monde aux abords de l'Opéra.

Hier ont commencé, devant la neuvième chambre correctionnelle, les débats relatifs à la catastrophe de Saint-Mandé. On a interrogé les deux accusés, le mécanicien Caron et le sous-chef de la gare de Vincennes, M. Deguerrois, ce dernier en liberté provisoire, puis on a commencé l'audition des témoins, qui doit continuer aujourd'hui.

De cette première audience, il paraît résulter déjà que la responsabilité se partage d'une manière fort inégale entre les deux prévenus. Si M. Deguerrois a commis la faute, qu'il reconnaît d'ailleurs et qu'un expert appelle une simple « contravention », de n'avoir pas vérifié l'état du sémaphore et de n'avoir pas prévenu le mécanicien de marcher lentement, l'accident aurait encore pu être évité si ce dernier avait obéi au règlement, en arrêtant son train à la vue du disque fermé, et surtout en mettant en œuvre tous les moyens de prévenir une collision, aussitôt qu'il a vu devant lui un train immobile.

Il paraît démontré, en effet, que le disque présentait le feu rouge, bien que Caron affirme le contraire, et que le frein Westinghouse n'a pas été employé à temps. Le mécanicien a probablement perdu la tête en présence d'un accident imminent, et dès lors il a été préoccupé surtout d'atténuer sa responsabilité personnelle. Son attitude embarrassée à l'audience faisait contraste avec celle du sous-chef de gare, qui a répondu à l'interrogatoire avec tous les caractères d'une parfaite franchise.

Ceci toutefois, sous réserve des indications que pourra fournir la suite du débat.

Je note en passant les deux banquets au moyen desquels on fêlait hier soir, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, l'anniversaire de la proclamation de la première république. M. Yves Guyot présidait l'un de ces banquets, et M. Goblet le second, celui du comité radical-socialiste. Dans les discours prononcés, il a été surtout question de l'union toujours plus complète à opérer entre les diverses fractions du parti républicain.

La nouvelle donnée par quelques journaux que la France et la Russie allaient faire une démarche collective pour réclamer l'évacuation de l'Égypte par l'Angleterre, n'a pas été prise ici au sérieux. On n'y a vu que la suite des bruits alarmants jetés depuis quelque temps en circulation, pour impressionner la Bourse et entraver les grandes émissions en projet. La manœuvre a d'ailleurs réussi jusqu'à présent à entretenir sur le marché une allure assez hésitante.

NOUVELLES POLITIQUES

Une dépêche de Washington à l'agence Havas dit que le gouvernement des États-Unis a conclu une entente avec les gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, en vertu de laquelle, si la Chine n'offre pas des garanties suffisantes pour la protection efficace des nationaux de ces quatre puissances, elles prendront sur elles-mêmes de s'acquiescer de cette mission et de protéger réciproquement leurs nationaux.

En cas d'émeutes ou de désordres, les navires de l'une quelconque des quatre nations susdites offriront un refuge à leur bord aux sujets des autres parties contractantes et généralement à tous les Européens menacés dans leur rayon d'action.

On ne s'est pas encore prononcé sur le point de savoir s'il sera nécessaire aux navires de guerre de ces quatre puissances de faire une démonstration navale collective.

Il se pourrait que les escadres combinées limitassent leurs opérations à des croisières et à des manœuvres de surveillance et d'observation.

— Le *Dritto* dit que les offrandes des pèlerins français et espagnols au pape s'élèvent actuellement à plus d'un million de francs.

Une réception a eu lieu, lundi soir, à l'ambassade de France près le Vatican. Les chefs du pèlerinage français à Rome, les notabilités de la colonie française, le cardinal Langénieux, l'archevêque de Tortosa, M. Harnel et M. de Mun y assistaient.

— Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, a accepté les fonctions de directeur des postes du Royaume-Uni, en remplacement de feu M. Cecil Raikes.

La direction des postes et télégraphes est un ministère et comporte par conséquent une responsabilité politique; le nouveau postmaster général devra donc, en cette qualité de ministre, se soumettre à la réélection. Le président de la Chambre des communes annoncera à la rentrée la vacance produite dans la circonscription Nord-Est de Manchester par le fait de l'entrée de sir James Fergusson dans le cabinet.

Les opérations électorales dans cette circonscription auront probablement lieu dans la deuxième semaine d'octobre.

— Le *Standard* annonce que l'*Oriol*, le meilleur navire de la flotte volontaire de la mer Noire, passera prochainement des Dardanelles, en vertu du nouvel accord russo-turc, ayant à bord le grand-duc Georges, accompagné de deux lieutenants de vaisseau, de trois cadets et de quelques soldats d'infanterie de marine.

— Les journaux allemands publient une lettre d'Emin-Pacha, adressée à un de ses amis et datée du 13 mai, sur les bords du lac Albert-Edouard. Les dernières nouvelles reçues de lui faisaient croire qu'il allait combattre les Arabes esclavagistes dans les environs d'Oujji, sur le lac Tanganika, et le voici à l'ouest du Victoria Nyanza. Nous avions fait prévoir, dans un de nos bulletins du jour, la probabilité du retour d'Emin dans ces parages, où le ramènent les souvenirs de près de dix ans d'omnipotence et le désir de tirer profit des immenses amas d'ivoire qu'il y a laissés.

Dans cette lettre, Emin dit qu'il ne se portait pas mal et que ses compagnons étaient aussi en bonne santé.

— La *Scoboda*, de Sofia, annonce la mise en liberté de l'ex-ministre Tzanof et de l'avocat Veltcheff, incarcérés depuis l'assassinat de M. Belcheff. Ils ont été envoyés dans leurs villes natales.

Le procès, ajoute la *Scoboda*, sera examiné à la fin du mois.

— A New-York, les amis de Balmaceda doutent encore de son suicide. Une nouvelle à sensation y a été publiée : le corps trouvé à la légation argentine de Santiago ne serait pas celui de l'ex-président. Le bruit du suicide aurait été répandu à dessein pour favoriser la fuite du pseudo-suicide, sous les auspices de M. Egan, ministre des États-Unis. On fait aussi remarquer que les soi-disant lettres laissées par Balmaceda disent complètement M. Egan par qui les dites lettres ont été publiées. Le *World*, qui le premier a donné la nouvelle de la fuite heureuse de Balmaceda, ne confirme pas la dépêche du *New-York Herald* annonçant le suicide.

— Le docteur Théodori, médecin du roi et de la reine de Roumanie, communique le bulletin suivant sur la santé de la reine Elisabeth, actuellement à Palanza :

« L'état de la souveraine s'est sensiblement amélioré. »

« Depuis quelques jours les douleurs sont plus rares et moins intenses. Elle reprend graduellement ses forces et la liberté de ses mouvements. »

« Les nuits sont plus tranquilles, mais un long repos est encore nécessaire. »

INFORMATIONS DIVERSES

— La princesse Frédérique de Hanovre, femme du baron de Pawel-Rammigen, écuyer de la reine d'Angleterre, vient, après dix ans d'absence, de faire, à Grunnden, une visite à sa mère, la reine-veuve Marie de Hanovre. Elle a été reçue comme l'enfant prodige et plusieurs petites fêtes ont été organisées en son honneur. Cette réconciliation ne passera pas inaperçue aux cours d'Allemagne et d'Angleterre.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Conseil fédéral. — Il n'y a pas eu de séance du Conseil fédéral, hier, M. Schenk étant à Genève, M. Ruchonnet étant souffrant et M. Deucher président le congrès des accidents du travail.

M. Weli, président de la Confédération, accompagné de son fils et de M. le prof. Massabiet, ancien élève de St-Cyr, est descendu à l'hôtel Michetti, à San-Marino. Il a rendu visite au régent et a visité avec lui la Rocca, la cathédrale, les établissements d'instruction publique de San-Marino. M. Weli est parti ensuite pour Ancône.

Referendum. — Jusqu'à présent il est parvenu environ 32,000 signatures pour le referendum sur le rachat du Central.

Les listes du referendum de Zoug et de Schaffhouse sont parvenues avec 589 signatures seulement.

Le nombre de 32,000 signatures sera de beaucoup dépassé. Le comité gouvernemental vaudois en annonce 10,000. Au surplus, le pétitionnement, un peu mollement mené, ne sera pas un témoin exact de l'état de l'opinion. Les partisans de l'achat du Central, s'ils veulent éviter une déception, feront bien de ne pas faire état du nombre relativement restreint de signatures.

Militaire. — On annonce que la commission pour l'habillement du landsturm a décidé de proposer que l'habillement, l'équipement et l'armement du landsturm armé, soient conformes à ceux de l'élite et de la landwehr, avec une inspection annuelle.

Si cette proposition était prise en considération, une révision de la loi serait nécessaire. La commission est composée de MM. les colonels Feiss et Wassmer, Kellersberger, député aux États, Weber, commandant d'arrondissement à Berne et Estermann, fonctionnaire du département militaire.

Chemin de fer. — La direction du Central, complétant son ordre de service sur la vitesse de marche des trains au passage des ponts, vient d'en donner un second interdisant, sur les ponts, l'usage des freins.

Sociétés. — La Société suisse d'utilité publique est réunie à Zurich; elle a discuté aussi l'université fédérale.

M. Vogt, professeur à Zurich, avait rédigé des thèses concluant à l'impossibilité de créer actuellement une université fédérale attendu que le nombre des universités existantes est déjà trop considérable. M. Vogt repousse aussi les subventions de la Confédération aux universités cantonales, l'intérêt public n'exigeant pas la conservation du nombre trop grand des universités existantes. Mais la Confédération peut, par des créations à elle, compléter les lacunes de l'enseignement universitaire, ainsi en fondant une faculté spéciale pour l'enseignement du droit fédéral.

La Société a décidé de faire imprimer le mémoire de M. Vogt.

La réunion de 1892 aura lieu à St-Gall.

Prix Schlœfli. — La Société helvétique des sciences naturelles ouvre un concours pour la meilleure dissertation sur les sujets suivants : a) pour le 1^{er} juin 1892 : Monographie des représentants existant en Suisse d'une famille quelconque d'algues, de champignons ou de mousses; b) pour le 1^{er} juin 1893 : De l'influence des conditions extérieures de l'existence sur la structure et les circonstances biologiques de la faune des lacs alpestres.

Le prix simple sera de 500 fr. S'il ne parvient pas de travaux satisfaisants, la commission pourra poser la même question, pour un autre terme, et cela soit concurrentiellement avec une seconde question, soit seule. Dans ce dernier cas, la commission pourra disposer en faveur d'un travail vraiment méritant d'une somme double ou même triple. La somme disponible pourra, suivant le cas, être accordée en entier à un seul travail ou être répartie sur deux concurrents. Les travaux, qui restoront la propriété de leurs auteurs, devront être envoyés au président de la commission, M. le prof. Alb. Heim, à Zurich. Les Suisses ou les étrangers établis en Suisse d'une manière permanente sont seuls admis à ce concours.

Justice et police. — Aujourd'hui à lieu, à Berne, la conférence annuelle des chefs des départements cantonaux de justice et police.

Congrès des accidents.

Berne, 22 septembre.

Le congrès des accidents du travail s'est occupé principalement ce matin de l'assurance contre les accidents en Allemagne. La question a été introduite par M. Bodiker, directeur de l'office impérial qui a exposé la genèse de la législation allemande et les expériences faites et a répondu aux objections qu'on formule d'habitude.

Dans l'intéressante discussion qui a suivi et qui a duré presque jusqu'à midi, MM. Kogler, directeur de l'assurance ouvrière contre les accidents de la Basse-Autriche; Wenzel, directeur de la corporation des industries chimiques à Berlin, et von Speyr ont com-

plété les renseignements fournis par M. Bodiker, tandis que MM. Bodenheimer et van Meeteren, président de l'association néerlandaise pour la prévention des accidents, et Rostand, président de la caisse d'épargne de Marseille, ont fait quelques critiques de principe ou d'application. Après quoi, M. Michel Kulka, inspecteur des fabriques à Vienne, a exposé l'état de la question en Autriche.

Ce soir, le congrès, présidé par le commandeur Bodio, s'est occupé de la statistique des accidents. Il a entendu des rapports étendus et circonstanciés de MM. Félix Jottrand, ingénieur à Bruxelles; Octave Keller, ingénieur en chef des mines et ancien président de la Société de statistique de Paris; Maresteing, directeur de la Préserve, à Paris, et Guillaume, directeur du bureau fédéral de statistique. Tous ont insisté sur l'utilité qu'il y aurait à unifier internationalement les définitions, rubriques et nomenclatures en matière de statistique des accidents, notamment en ce qui concerne les causes de décès, le groupement des maladies et des accidents et la définition de la profession. Une résolution a été proposée formulant un vœu dans ce sens, vœu qui serait communiqué à l'Institut international de statistique et au congrès international de statistique qui va s'ouvrir à Vienne. Une discussion très technique a suivi l'exposé des rapporteurs.

Voyageurs de commerce.

On sait la situation faite dans un grand nombre de cantons aux voyageurs de commerce de maisons suisses, par suite du rejet par le peuple de l'arrêté qui leur mettrait sur un pied d'égalité avec les voyageurs des maisons de commerce étrangères; tandis que ces derniers, à la faveur des traités, sont exonérés de toute taxe de patente, les premiers, c'est-à-dire nos nationaux, sont frappés de taxes qui, dans certains cantons, prennent un véritable caractère de prohibition.

Cette question a été réintroduite devant l'Assemblée fédérale par un message du Conseil fédéral, du 29 mai.

La commission du Conseil des États, chargée d'examiner ces nouvelles propositions, a tenu séance à Lugano les 13, 14, 15 et 16 septembre. Le projet du Conseil fédéral est sorti de ce premier débat passablement modifié; en outre, le département fédéral de justice a été chargé d'examiner la portée d'un certain nombre de dispositions qui seront discutées à Berne dans une nouvelle séance de la commission, le 5 novembre.

Voici, d'après le *National*, le texte adopté en premier débat :

Art. 1^{er}. Les voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison établie en Suisse, qui sont en relations d'affaires exclusivement avec des maisons opérant la vente de leurs articles ou faisant usage de ces marchandises pour leurs besoins professionnels, sont autorisés, moyennant qu'ils n'aient pas de marchandises avec eux, à prendre des commandes dans toute l'étendue de la Confédération, avec ou sans échantillons, sans être astreints à aucune taxe.

Art. 2. Tous les autres voyageurs de maisons indigènes peuvent prendre des commandes, avec ou sans échantillons, sur tout le territoire suisse, en payant une taxe annuelle de 100 fr.

Art. 3. Les voyageurs de maisons étrangères peuvent prendre des commandes en Suisse sur la base des dispositions suivantes :

a) Ils doivent être porteurs d'une carte d'identité dressée par l'autorité compétente de leur pays et déclarant que la maison pour laquelle ils voyagent est autorisée à pratiquer son industrie dans le pays où elle est établie.

b) Ils sont traités comme les voyageurs des maisons indigènes, en ce qui concerne la recherche des commandes prévues aux articles 1 et 2, pour autant que l'état où la maison qu'ils représentent est établie, accorde aux voyageurs suisses de commerce les mêmes avantages qu'aux voyageurs des maisons établies sur son propre territoire.

c) Si ces conditions ne sont pas remplies, les voyageurs étrangers paient une taxe annuelle de fr. 200 pour être autorisés à prendre des commandes dans le sens de l'art. 1^{er} et une taxe de fr. 300 pour pouvoir prendre des commandes dans le sens de l'art. 2.

Le Conseil fédéral a d'ailleurs le droit d'interdire complètement la prise des commandes sur tout le territoire suisse aux voyageurs de maisons établies dans des États qui n'autorisent pas les voyageurs de maisons suisses à pratiquer sur leur territoire, ou qui n'accordent cette autorisation qu'avec de grandes restrictions.

En aucun cas, les voyageurs de maisons de commerce étrangères ne pourront être autorisés à les traités à pratiquer en Suisse sous des conditions plus avantageuses que celles qui sont accordées par le présent arrêté aux voyageurs des maisons de commerce établies en Suisse.

Art. 4. Les voyageurs de commerce autorisés à pratiquer en Suisse sur la base des articles 1, 2 et 3 ci-dessus, ont le droit de se munir d'une carte de légitimation; celle-ci est gratuite pour les voyageurs suisses désignés à l'art. 1^{er} et pour les voyageurs étrangers désignés à l'art. 2 et 3, et elle est délivrée contre le paiement des taxes prévues aux articles 2 et 3 aux voyageurs étrangers dans ces deux articles; sa durée est fixée uniformément à une année.

Art. 5. La carte de légitimation est dressée, aux frais des cantons, d'après un modèle adopté par le Conseil fédéral; elle est délivrée aux voyageurs des maisons suisses dans le canton où la maison a son siège et aux voyageurs de maisons étrangères dans le canton qu'ils visitent en premier lieu.

Le porteur d'une carte de légitimation valable est affranchi de toute taxe de patente cantonale et communale.

Art. 6. Le produit des cartes de légitimation est versé à la caisse fédérale par les cantons à la fin de chaque année, sous déduction d'un droit d'encaissement de 4 o/o; la répartition en est faite aux cantons au prorata de leur population respective.

Art. 7. Seront punis d'une amende jusqu'à 1000 fr. :

a) Les voyageurs de commerce pratiquant en Suisse sans être porteurs de la carte de légitimation prévue aux art. 4 et 5;

b) Les voyageurs de commerce ayant des marchandises avec eux;

c) Les voyageurs mentionnés aux art. 1^{er} et 3, litt. b, qui entrent en relations d'affaires avec d'autres maisons que celles énumérées dans ces articles.

Les amendes qui ne peuvent être recouvrées sont converties en emprisonnement. Un jour d'emprisonnement compte pour 5 fr. d'amende.

En cas de récidive, la peine peut être doublée. Les contraventions sont jugées par les autorités pénales du canton où elles ont été commises, en conformité de la procédure cantonale.

Art. 8. La législation concernant l'offre de marchandises sur les foires, sur la rue et dans les maisons (colportage), ainsi que sur la vente par étalages (déballage) reste dans la compétence des cantons.

La législation fédérale sur l'alcool n'est pas atteinte par le présent arrêté.

Art. 9. Le Conseil fédéral est chargé de la publication du présent arrêté, conformément aux dispositions de la loi du 17 juin 1874, concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux; il est en outre chargé de pourvoir à son exécution et de fixer la date de son entrée en vigueur.

Parmi les questions qui seront examinées le 5 novembre, nous devons mentionner celle des voyageurs travaillant pour plusieurs maisons à la fois; tandis que les uns voulaient leur faire payer la patente de fr. 100 pour chacune des maisons qu'ils représentent, d'autres estimaient qu'une seule taxe de fr. 100 suffit et invoquaient, indépendamment des considérations d'équité, la difficulté d'appliquer la taxe multiple.

Une autre question, celle de savoir qui avancera les fonds nécessaires pour les poursuites à diriger contre les voyageurs tombant sous le coup des dispositions de l'art. 7, sera soumise à une nouvelle étude; elle aboutira peut-être à une révision de l'article dans

ce sens, que la caisse centrale, prévue à l'art. 6, ferait l'avance de ces frais.

Chronique neuchâteloise.

Neuchâtel, 22 septembre.

Allons-nous voir le Grand Conseil neuchâtelois imiter celui de Zurich et refuser d'entrer en matière sur le projet de réforme électorale? Cette éventualité n'est point à redouter, je crois : l'entrée en matière sera indubitablement votée, et il est permis de prévoir que le projet passera devant le Grand Conseil. Non qu'il soit voté d'enthousiasme par tous; bon nombre de députés subiront une réforme qu'ils ne peuvent combattre ouvertement vu qu'elle est désirée par leurs propres électeurs.

Le projet de la commission, sans être parfait, sans assurer la représentation mathématiquement exacte des diverses opinions, constitue cependant un progrès sensible sur la législation électorale actuelle. Il est différent sur un point du projet primitif élaboré par le Conseil d'Etat. Celui-ci instituant, outre la carte civique et les registres électoraux, le vote obligatoire : cette dernière disposition a été supprimée par la commission.

Quant au système adopté, il vous est déjà connu dans ses traits généraux. On a cherché à faire une loi pratique, facilement compréhensible, plus encore qu'à réaliser l'exacte proportionnalité des divers partis. C'est ainsi que le siège qui restera à pourvoir après le premier tour de scrutin sera attribué au parti le plus fort, en vertu du principe évangélique : « À celui qui a, on donnera davantage. » Pratiquement, cette façon de procéder n'aura pas des conséquences bien importantes, et elle a l'avantage d'éviter les élections complémentaires.

Le public suivra avec attention la discussion. Les électeurs, ceux de la montagne plus encore peut-être que ceux d'en bas, s'intéressent vivement à la réforme. On comprend que les électeurs du grand village, qui sont gens occupés et n'ont pas de temps à perdre en chinoïseries électorales, ne se soucient guère de recommencer le jeu que vous savez et de procéder des semaines à des tours de scrutin qui n'aboutissent pas, aucun des trois groupes en présence n'ayant la majorité absolue.

Cette aventure presque comique a fait plus pour éclairer les électeurs que toutes les démonstrations théoriques des promoteurs de la réforme. L'ancien système a été réduit à l'absurde. Il ne s'en est pas relevé aux yeux du peuple montagnard.

Nous avons depuis deux jours un triste temps, pluvieux et relativement froid, qui n'est guère propre à améliorer l'état de nos vignes. Pauvres vignes! Elles font peine à voir; tous les fleaux se sont ligués contre elles : ici c'est le mildew, là c'est la gelée, ailleurs la grêle ou la ravine. Le raisin est rare et ne mûrit pas.

L'autre jour, un vigneron à qui on en demandait des nouvelles, répondait mélancoliquement, avec le bon accent de Neuchâtel : « On pourra le donner au chasseur pour tuer les lièvres. »

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — M. A. Ochsenheim, actuellement vice-directeur, remplace feu M. Steinhilber comme directeur de la Société suisse d'assurance mobilière contre l'incendie.

— Un triste accident est survenu hier à Bienne, Matenstrasse : quatre ouvriers maçons, Italiens et Tassoins, transportant un bloc de pierre taillée sur l'échafaudage d'une maison en construction, lorsque l'échafaudage s'écroula. Les quatre hommes et la pierre furent jetés sur le sol. Emile Pacola, un jeune Italien de 20 ans, fut tué sur le coup, le crâne fracturé. Les trois autres, plus ou moins grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital.

BALE-CAMPAGNE. — Désireux de connaître le fonctionnement du nouveau fusil, un sous-officier d'infanterie, de Liestal, avait emprunté à un voisin une de ces armes. Le premier mouvement du malade fut de viser un objet quelconque dans la chambre, faisant en même temps jouer la détente. Malheureusement, le canon, portant à son extrémité un bouchon en cuivre, contenait encore une cartouche à blanc, dont la charge atteignit à la tête une femme assise en face du treuil. La malheureuse a le menton et les yeux dans un état horrible. On ne sait si elle survivra à ses blessures.

FRIBOURG. — Il est question de l'établissement d'un chemin de fer funiculaire, à Fribourg, reliant la Basse-Ville à la Haute-Ville en passant par le ravin des Grands-Escaliers et aboutissant à la nouvelle rue Saint-Pierre et sur les Places. Il y aurait encore un autre projet qui aboutirait à la rue du Tilleul. On procède actuellement à des études de terrain.

NEUCHÂTEL. — La commission scolaire de la Chaux-de-Fonds a voté en principe la réorganisation de l'Ecole secondaire, qui comporte l'introduction du latin, de sorte que les élèves pourront faire des examens équivalant autant que possible à l'examen de maturité littéraire et scientifique pour l'entrée à l'Académie ou au Polytechnicum.

Il sera demandé un crédit de 4000 fr. pour la création d'une chaire de littérature et de latin, dont le titulaire est encore à nommer.

GENÈVE. — Nos lecteurs se souviennent que, dans son testament, M. Gustave Revilliod avait imposé la construction d'un sarcophage qui devait être placé dans une clairière, entourée d'arbres gigantesques, près de sa maison d'habitation. Cette clause vient de recevoir son exécution.

Comme monument, exécuté par M. Henneberg, d'après un plan conçu dans le testament, se compose d'un piédestal en marbre noir sur lequel repose le sarcophage de marbre blanc de Carare. Sur chaque côté ont été sculptées les inscriptions indiquées par le défunt; sur les grandes faces, on lit d'un côté *Ultimatum otium*; de l'autre : *Summa felicitas*; aux pieds : *Hic jacet*; en tête : 1817-1890, date de la naissance et du décès de M. Revilliod.

Le cercueil de plomb, contenant la dépouille mortelle a été extrait, hier, vers neuf heures du matin, du caveau où il était déposé. La translation s'est faite sans apparat, en présence seulement de M. Revilliod de Muralt, M. A. Didier, conseiller administratif, et M. Godefroy Sydlér, intendant du défunt. Le cercueil a été transporté au sarcophage par dix porteurs, précédés de quatre agents municipaux. Aucune autre personne n'a été admise à cette cérémonie. Pour éviter, du reste, tout encombrement, la promenade avait été fermée au public.

CANTON DE VAUD

Vevey-Bulle-Thoune. — La dépense totale nécessaire à la construction du chemin de fer à voie étroite de Vevey à Thoune par Bulle est évaluée, pour un tracé de 125 kilomètres, à environ 18,500,000 fr., soit à 150,000 fr. par kilomètre.

Les deux sections comprises sur territoire vaudois entrent dans ce chiffre pour 5,100,000 fr.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil, avons-nous dit, d'intéresser le canton de Vaud à cette œuvre d'utilité publique dans les mêmes conditions que pour les voies analogues du Central vaudois (Echallens-Bercher) et du Jura vaudois (Morges-Bière-Allaman), c'est-à-dire par une subvention de 20,000 fr. par kilomètre.

Bien que la ligne projetée de Vevey à Thoune soit d'une exécution plus difficile que les deux précédentes, le Conseil d'Etat, malgré le désir exprimé par le Comité d'initiative, n'a pas voulu proposer au Grand Conseil une subvention supérieure à celle qui est devenue la norme de la participation cantonale aux chemins de fer régionaux à voie étroite.

Si l'on évalue approximativement la longueur totale des deux sections vaudaises de la ligne à 30 kilomètres, la participation du canton pourrait atteindre à la somme de 600,000 fr., qui serait payée en dix versements annuels en échange d'actions de seconde classe de la Compagnie concessionnaire.

Les conditions de la subvention sont du reste identiques à celles qui ont été consenties par le décret du 14 août 1890 pour le chemin de fer du Jura vaudois.

Sulfatage des vignes. — Le Département de l'agriculture et du commerce fait savoir qu'il ne s'occupe plus dorénavant de l'achat du sulfate de cuivre. En revanche, et pour assurer la fourniture d'une marchandise de bonne qualité, il offre aux communes qui achèteront le sulfate de cuivre pour leurs ressortissants et aux associations (syndicats) qui se formeront pour l'achat en commun de ce produit, le *contrôle gratuit* de la marchandise qui leur sera livrée, à la condition toutefois que le quantifié acheté ne soit pas inférieur à 500 kg. Il suffira, pour le contrôle, de prélever un échantillon moyen d'environ 250 grammes et d'adresser cet échantillon au laboratoire de l'Institut agricole, place du Tunnel, à Lausanne, avec une lettre d'envoi indiquant la garantie accordée par le vendeur et le prix payé pour la marchandise.

Expulsion. — M. Ferdinando Germani, rédacteur de l'*Italiano all'Estero*, a recouru au Conseil d'Etat contre son expulsion. Le Conseil n'a pas encore examiné son recours.

VEVEY. — M. Paul Vallouy, qui était depuis plus d'un quart de siècle maître de dessin au collège de Vevey, vient de prendre sa retraite. M. Vallouy était — et est encore — un artiste délicat en même temps qu'un parfait gentleman. C'est lui qui a dessiné, on s'en souvient, les charmants costumes de la fête des vigneronnes de 1889. Il emporte dans son repos mérité l'estime et l'affection de tous ses élèves.

CHATEAU-D'ŒUX. — Le *Journal de Château-d'Œux* nous apprend qu'un marchand de bois de la localité vient d'être condamné, par le tribunal, à 120 francs d'amende pour avoir négligé de marteler 40 billes préparées dans une de ses forêts. Le rapport des gendarmes portait sur un chiffre de 1000 billes de sapin. Il a été trouvé exagéré et réduit à 40.

Il est utile de rappeler aux personnes intéressées l'art. 157 de la loi forestière qui dit : « Les plantes abattues, les poutres, les billes et toutes autres pièces de bois de construction doivent être martelées avec le marteau du propriétaire, avant de pouvoir être sorties de la forêt, sous peine d'amende. »

LA SARRAZ. — Voici l'explication que donne la *Revue* des empoisonnements de La Sarraz : « Le pharmacien de La Sarraz avait soumis la viande suspecte à l'analyse microscopique et en avait fait des cultures. Le résultat de ces expériences fut surprenant : la viande était celle d'un animal atteint du charbon. On se récria. Le vétérinaire était absolument sûr que la vache hydrophobe ne présentait aucun symptôme de charbon. Mais le pharmacien déclarait non moins catégoriquement que la viande était celle d'un animal atteint de cette infection. »

D'autre part, il se présentait un fait curieux. Parmi les personnes qui avaient mangé de cette viande, un grand nombre n'avaient pas éprouvé le moindre malaise. Il fallait donc qu'une partie de la viande seulement eût été contaminée. Mais comment cela était-il possible ? La seule explication qui paraît aujourd'hui plausible est celle-ci : Le boucher a dépecé la vache hydrophobe avec les couteaux et la scie dont il s'était servi la veille pour la vache de Pompadour atteinte du charbon. Probablement ne les a-t-il pas suffisamment nettoyés. Il s'est formé une culture de bacilles charbonneux dans la vache dépecée. Les bacilles ont bien sûr pullulé dans les premiers morceaux découpés. Les autres ayant été divisés par un instrument nettoyé sur les premiers quartiers, sont restés sains. »

— Contrairement au récit de la *Feuille d'avis* aucun nouveau décès ne s'est produit en suite de l'empoisonnement de Ferreyres. Une seule personne a succombé.

YVERDON. — Il faut décidément croire qu'il y a un nid de malfaiteurs dans notre contrée, dit le *Journal d'Yverdon*. Un des jours de la semaine dernière une jeune fille, en route pour Yverdon, a été attaquée en plein jour aux environs de la Brinaz par un individu qui l'a sommée de lui remettre sa bourse et sa montre. La jeune fille, effrayée, on le conçoit, dut s'exécuter. Il sera bon de redoubler de surveillance sur les routes.

VICH. — Dimanche, vers 10 heures du matin, un incendie a éclaté à la campagne de Clarens, à 200 mètres de la fabrique d'acide tartrique. Malgré la promptitude des secours, un bâtiment avec grange et écurie, a été complètement détruit. La plus grande partie du mobilier a pu être sauvée.

SAINT-CROIX. — Un commencement d'incend

Le Dr EPERON
[508] est de retour. — Consultations à Lausanne, tous les jours de 11 h à 4 h. — A Vevey, le samedi de 9 h à midi (Hôtel des Trois Rois). — A Yverdon, le mardi de 9 h à midi (40, rue du Lac). — Consultations gratuites, lundi, mercredi, vendredi, à 5 h., au Dispensaire Central, place Pépinière.

E.-F. PACCAUD
Chirurgien - Dentiste
EST ABSENT 5013

Le docteur Schnetzler
est de retour.
Rue du Midi 4.
TÉLÉPHONE 5115

Cossonay.
Le Dr Treuthardt
est de retour
du service militaire. 5078

Tourneux Frédéric Achard.

THÉÂTRE DE LAUSANNE
Direction A. SCHULER
Bureau à 8 h. Rideau à 8 h. 1/2.
Jeudi 24 septembre 1891.

FRÉDÉRIC ACHARD
Une seule représentation de l'immense succès actuel du THÉÂTRE DE VAUDEVILLE

MADAME MONGODIN
Comédie en 3 actes de MM. E. Blum et R. Toché.
Billets à l'avance chez MM. Tarin et Dubois. 5105

Sauvetage de Cully.
MM. les dépositaires de billets n'ayant pas retourné les cahiers à souche en temps voulu, le tirage de la loterie-tombola est renvoyé au 25 octobre prochain. Billets à 1 fr. chez M. Méri, bazar, Cully. 5099

ZAMBÉZIA LA VENTE
en faveur de l'œuvre de M. Collard, au Zambézia, aura lieu jeudi 1^{er} octobre au foyer du Théâtre, à Vevey. 5103
Les dons seront reçus avec reconnaissance chez M. Curdod, à Vevey, Dumur, à Chexbres et Schroeder, Mornex, Lausanne.

LEÇONS DE PIANO
[5067] données par un professeur ayant fréquenté les meilleurs conservatoires. Prix modéré. S'adresser à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, Lausanne, sous N 10339 L.

DESSIN & PEINTURE
5076. La rentrée des classes de M. Th. Bédou aura lieu le mardi 20 septembre. S'adresser pour les renseignements rue Beau-Séjour 6, de 11 à 2 h., ou par écrit.

L'ESTAFETTE
est en vente au
KIOSQUE D'OUCHY
dès
6 h. 1/2 du matin.

CHOCOLAT RAPIDE DU LEMAN
Déjeuner instantané à 10 c.
En vente dans toutes les épiceries.
Fabriqué par
Louis Chevrete
26, Corratierie 26, Genève.

VICHY
ADMINISTRATION:
PARIS, 8, boulevard Montmartre, PARIS
GRANDE GAILLE. — Affections lymphatiques.
Maladies des voies digestives, Empoisonnement de foie et de la rate, Obstructions vésicales, Calculs biliaires, etc.
HOPITAL. — Affections des voies digestives, Foyer d'ostéite, Diabète, Dyspepsie, Appendicite, Gastralgie, Dyspepsie.
CELESTINS. — Affections des reins, de la vessie, Gravelle, Calculs urinaires, Goutte, Diabète, Albuminurie.
HAUTEVILLE. — Affections des reins, de la vessie, Gravelle, Calculs urinaires, Goutte, Diabète, Albuminurie.
EXIGER LE NOM DE LA SOURCE SUR LA CAPSULE
A Lausanne: A. et E. Simond
fils, dr. g., 13, rue du Pont. n11x

Avisaux parents.
4954. Dans famille distinguée on prendrait en pension demoiselles voulant suivre les cours des écoles ou du conservatoire de musique. Ecrire à Mme Rancey, Boulevard J.-F. Fazy n° 2, Genève.

Les **LOTS TURCS** ayant 6 tirages par an avec **GROS LOTS** de Fr. 600,000. — et Fr. 300,000. — Minimum Fr. 400. — sont dans ce moment exceptionnellement bon marché et leur achat vivement recommandable aux cours actuels. 5126
PROCHAIN TIRAGE 1^{er} OCTOBRE
Titres originaux au comptant ou contre 8 mensualités de 10 fr. chaque. — Bons pour le 1^{er} octobre à 2 fr. seulement.
O. HOSE, Genève,
première et la plus ancienne maison en valeurs à lots en Suisse. Achat et vente de ces titres et de tout autre obligation, action, etc. Ordres de Bourse, principalement pour Genève et Paris.
Editeur du Journal des Tirages financiers La Récapitulation. Demandez numéro spécimen et l'Almanach des valeurs à lots pour 1890 envoyé gratuitement.

OLD ENGLAND
IMMENSE CHOIX DE
PARAPLUIES ANGLAIS
article hors ligne pour dames, 7.95, tout ce qu'il y a de plus élégant; pour messieurs, 7.50 et 12.50.
Grand arrivage de Mackintoshes
pour messieurs, haute nouveauté, imitation drap, avec capuchon, 25 francs. 5102

Le bureau d'affaires de **J. CANTIENI** A SAMADEN se charge 5104
d'encassements, renseignements, liquidations et affaires juridiques pour le canton des Grisons.

Staines
LINOLEUM
Tapis de Liège.
H. R. CRAVER
AMEUBLEMENT
LAUSANNE.

G. WEBER, successeur de J. SAMBUC
Couvreur. — Lausanne.
Fabrique de calorifères inextinguibles garnis dits « Universels »
Reconnus comme le système le plus hygiénique et économique, s'appliquant à tous les complexes.
Calorifères système viennois et « Poêles hygiéniques »
à eau chaude (brevetés).
Fourneaux-potagers de toutes grandeurs et pour tous combustibles.
Poêles au bois, en tôle polie garnie.
Prospectus, prix-courants et références à disposition. 5125

Pour anémiques de haute importance
pour personnes affaiblies et délicates rien de meilleur que la cure du véritable
Cognac Golliez ferrugineux
17 ans de succès en attestent l'efficacité incontestable contre les *palles couleurs, l'anémie, la faiblesse des nerfs, les mauvaises digestions, la faiblesse générale ou locale, le manque d'appétit, les maux de cœur, la migraine*, etc.
Beaucoup plus digeste que toutes les préparations analogues, sans attaquer les dents.
Le Cognac Golliez a été récompensé par 7 Diplômes d'honneur et 14 médailles. Seul primé en 1889 à Paris, Cologne et Gand. Refusez les contrefaçons et exigez dans les pharmacies le véritable Cognac Golliez de Fré. Golliez à Morat avec la marque des Deux palmiers. — En Flacons de 2 fr. 50 et 5 fr.

Elixir Stomachique de Mariazell.
Excellent remède contre toutes les maladies de l'estomac
et sans égal contre le manque d'appétit, faiblesse d'estomac, mauvaise haleine, flatulences, renvois aigres, coliques, catarrhe stomacal, pituite, formation de la pierre et de la gravelle, abondance de glaires, jaunisse, dégoût et vomissements, mal de tête (qui provient de l'estomac), crampes d'estomac, constipation, indigestion et excès de boissons, vers, affections de la rate et du foie, hémorrhoides (veine hémorrhoidale). — Prix du flacon avec mode d'emploi: Fr. 1, flacon double Fr. 1.50. Dépôt central: pharmacie „zum Schützengel“ C. Brady à Remstet (Moravie), Autriche. Dépôt général d'expédition pour la Suisse chez Paul Hartmann pharmacie à Steckborn. Dépôt à Lausanne: ph. Edm. Burnand, Morin, Grandjean; à Bulle: ph. Magnenat, Gavini, Rieter; à Châtel-St-Denis: ph. E. Jambé; à Echallens: ph. Grogny; à Montreux: ph. Rappin; à Clarens-Montreux: ph. Schmidt; à Terziet-Montreux: ph. Engelmann; à Vernex-Montreux: ph. Schindler; à Morges: ph. Cuérel; à Nyon: ph. Callet, Monnier, F. Roux; à Vallorbes: ph. Addor, Martin, Daute, et Tanne; à Vevey: ph. G. Nardel, Caspari, St-Martin, Delafontaine, D. Ducommun, B. Nicole; à Yverdon: ph. J. Gétaz, Perret; à Olion: ph. F. Schläpfer; à Aigle: ph. Rimat, ainsi que dans la plupart des pharmacies de la Suisse. n7961x-5848

CHOCOLAT
Médaille d'Or
Exposition Universelle, Anvers 1885
CHOCOLAT
Médaille d'Or
Exposition Universelle, Paris 1889
AVENDRE
[5054] bandes d'école en bon état, matériel de classe, etc. S'adresser: Montreux, rue du Marché n° 11.

Vente de la fabrique de carton de Perroset
près **GRANDSON**
Samedi 3 octobre, dès les 3 heures après-midi, dans une des salles du Tribunal, à Grandson, le liquidateur de la discussion des biens d'Edmond Daulte, à Grandson, exposera en vente aux enchères publiques, la fabrique de carton de Perroset, avec ses dépendances.
Installation en très bon état. Cours d'eau intarissable, force motrice, 20 à 25 chevaux. Force vapeur, 20 chevaux.
Charmante maison d'habitation avec dépendances; le tout formant une belle propriété d'une superficie de 256 ares 58 m.
Immédiatement après, la masse prononcée, dame veuve d'Henri Daulte, à Grandson, et M. Henri Daulte, à Montreux, feront vendre aux enchères publiques les immeubles qu'ils possèdent en indivision, entr'autres à Grandson, une grande et belle maison avec terrasse et jardin, le tout agréablement situé, avec vue sur le lac et les Alpes et servant depuis 50 ans de pensionnat de demoiselles. Eau dans la maison.
La vente sera définitive.
Les conditions de vente sont déposées au Greffe du Tribunal de Grandson et au bureau du sousigné.
Grandson, 18 septembre 1891. Le liquidateur A. WALTER. 5049

CHATEAU DE PRÉVERENGES A VENDRE
pour liquidation d'héritage. Propriété rapport et agrément, près Morges. Maison maîtres, 11 p., log' fermier et dépend., 8 hect. 70 a. terrain excellent. Vue splendide: train-tram. Prix avantageux. S'ad. à M. Convers, not., Morges, ou à Pilet-Bouvier & Secheyre, Genève. 4815

Nous avisons le public
et notre nombreuse clientèle qu'étant devenus depuis le 1^{er} septembre
CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS
de toute la publicité des journaux
LA NAZIONE IL FIERAMOSCA A FLORENCE LA VEDETTA
Nous avons établi à partir de cette époque une
SUCCURSALE
A
2, Via Panzani FLORENCE Via Panzani 2
Pour tous les ordres de publicité, s'adresser directement à
HAASENSTEIN & VOGLER
Concessionnaires des principaux journaux suisses et des organes italiens suivants:
TURIN
Gazetta Piemontese. — Gazetta del popolo della Domenica.
MILAN
Secolo. — Italia agricola. — Mondo umoristico.
FLORENCE
Nazione. — Fieramosca. — Vedetta.
ROME
Tribuna. — Fanfulla. — Capitale.
LAUSANNE, Montreux, Vevey, Sion, Genève, Neuchâtel, Fribourg, Bâle.
FLORENCE, GÈNES, MILAN, ROME, TURIN, etc.
ET SUCCURSALES EN SUISSE ET A L'ÉTRANGER

LA BALOISE
Compagnie d'assurances sur la VIE et contre les ACCIDENTS
fondée à Bâle en 1864.
BRANCHE VIE
Etat des assurances en 1890. Fr. 116,500,000
Garanties Capital social (1 million versé, 9 millions obligations) 35,000,000
Réserves 25,000,000
Réglement d'assurances depuis la fondation 35,000,000
Polices incontestables après 5 ans, le capital payable en totalité, même en cas de suicide, duel, etc., innovations d'une importance capitale pour la famille et pour les polices servant de garantie.
Les contrats de 3 ans ne sont pas annulés par la cessation du paiement des primes, mais convertis en polices libérées sans qu'il soit besoin d'un avis.
Délai de 30 jours pour le paiement des primes et de 3 mois pour les restitutions de police, sans nouvel examen médical.
Voyages d'outre-mer permis dans une large mesure sans surprime.
Opérations de LA BALOISE: Assurances en cas de décès, assurances mixtes et à terme fixe; assurance de dotation et de prévoyance pour la vieillesse, rentes viagères, etc.
S'adresser à M. DUNKI, agent général, à Lausanne, rue Centrale 3, et à MM. les agents de La Baloise pour le canton de Vaud.
BRANCHE ACCIDENTS
Assurances individuelles contre les accidents corporels moyennant une prime très modique. — Agence générale pour la Suisse romande: Jules PHILIPPE, 8, quai Pierre-Fatio, Genève. n2070x-37

HOTEL-PENSION BEAU-SÉJOUR AU LAC MONTREUX
Maison de premier ordre. A proximité de la gare et du débarcadère. Prix modérés. Séjour pour familles. Grand jardin ombragé. Se recommandant n2910x-4760
Brunner & Kaiser, propriétaires.

Krebs-Gygax Schaffhouse
A chaque instant surgissent de nouveaux
Appareils de reproduction
Sous autant de noms divers, aussi romanesques que possible, ils promettent tous de véritables miracles.
Comme un merveilleux appareil la *Soufflette invention*, pour disparaître tout aussi promptement.
Seul le véritable hystérographe est devenu est resté encore de longues années le meilleur et le plus simple des appareils de reproduction. Prospectus gratuits et f. sur demande à Krebs-Gygax Schaffh.

MEDAILLE D'OR
Exposition Universelle, Anvers 1885
CHOCOLAT
Médaille d'Or
Exposition Universelle, Paris 1889
AVENDRE
[5054] bandes d'école en bon état, matériel de classe, etc. S'adresser: Montreux, rue du Marché n° 11.

SUCHARD
NEUCHÂTEL, Suisse.
Médaille d'Or
Exposition Universelle, Paris 1889
AVENDRE
[5054] bandes d'école en bon état, matériel de classe, etc. S'adresser: Montreux, rue du Marché n° 11.

Avisaux parents.
5121. Une jeune fille trouverait à se placer pour le mois d'octobre dans un magasin de bonneterie où elle aurait l'occasion d'apprendre l'allemand et compléter son éducation. Très bonnes conditions. S'adresser aux initiales T6439E, à Haasenstain & Vogler, Berne.

PENSIONNAT - FAMILLE
pour jeunes filles.
Etude spéciale de la langue allemande. Leçons d'italien, anglais, peinture, musique, etc. Vie de famille confortable. Instruction et éducation soignées. Prospectus et références à disposition. Adr. Mlle M. Wetti, Zellweg 54, Hottigen-Zürich. n3895c-4957

DE SUITE
[5109] pension et enseignement à prix modéré, pour plusieurs garçons désirant apprendre la langue allemande; vie de famille, bonne surveillance, bonnes références. S'ad. à Seifert, Gewerbeschulvorstand, à Darsach près Carlsruhe (Bade).

JEUNE HOMME
[5107] marié cherche place cocher valet de chambre. Bonnes références. Ecrire E. M., Villa Marguerite, Pré-du-Marché 14, Lausanne.

Commis libraire
[5112] de la Suisse romande, au courant de la vente, trouverait emploi à la librairie Burkhart, Genève. S'y adresser par écrit.

UN JEUNE HOMME
[5123] de 28 ans, connaissant le commerce et la comptabilité, cherche un emploi dans une maison de la Suisse française. S'adresser sous O 1460 L, à Orell Füssli, annonces, Lausanne.

Une personne sérieuse
[5106] de toute confiance, parlant les deux langues et connaissant les ouvrages à l'aiguille, désire trouver un engagement auprès de dames ou dans une famille partant pour le midi. Elle demande peu de salaire, mais un bon traitement. Prière d'écrire sous chiffre Je 10457 L, à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, Lausanne.

UN JEUNE HOMME
[5110] allemand, comptable, correspondant de deux langues, pour se perfectionner dans la langue française, aimant l'entraide, aimerait entrer dans un hôtel-pension ou autre commerce, comme volontaire contre libre station. Excellentes références. Poste restante, Genève, A. B. 136.

Pour maîtres d'hôtels
5120. Une fille sachant déjà passablement cuire et la langue française, cherche à se placer comme volontaire dans un bon hôtel des bords du lac Léman, pour se perfectionner dans l'état de cuisine. S'adresser à Rod. Pulver, instituteur, à Hindelbank, canton de Berne. n6438x
5111. UN ÉTUDIANT cherche pension. Offres sous Hc 7592 X, à Haasenstain & Vogler, Genève.

Frères Bonnard & fils
A LAUSANNE
demandent une demoiselle de magasin connaissant parfaitement la coupe et la vente de l'article lingerie et parlant si possible l'anglais.
Se présenter personnellement, avec certificats et références, ou écrire avec envoi de photographie. 5108

ON DEMANDE
[5118] à acheter d'occasion un petit coffre-fort. Indiquer prix et dimensions sous G 40468 L, à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, Lausanne.

ON DEMANDE
[5116] pour l'Allemagne, une très bonne cuisinière, sachant le français et l'allemand.
S'ad., avec références, à Mme de Goumoens, Bèthusy, Lausanne.

ON DEMANDE
[5077] pour une pension de jeunes filles
UNE INSTITUTRICE
de langue française connaissant la musique.
Adresser les offres à Madame Dedie, Corcelles (Jura Bernois).

ON DEMANDE
[5135] pour l'Hôtel Roy, Clarens-Montreux, un jeune premier portier parlant 3 langues si possible et muni de bonnes références. Entrée de suite.

On désire placer, dans la Suisse française, un garçon de 16 ans,
EN ÉCHANGE
d'un garçon ou d'une jeune fille; à défaut on le mettrait en pension chez un pasteur ou instituteur.
S'adres. à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, Lausanne, sous N 10412 L. 5100

Occasion avantageuse.
Bicycle « extraordinaire » à deux vitesses, en parfait état, roue motrice de 1.02 multipliée à 1.52. Ody, L., Grand Pré, Genève. n07314x-4933

A vendre ou remettre
Train de voitureur. 5041
Grands Philosophes 12, Genève.

Aigle.
4998. A louer appartement meublé, 7 pièces, l'eau dans la maison, jardin, belle vue.
Adresser A. Z., poste restante, Aigle.

A LOUER
belle maison et campagne au Chemin des Cèdres, à Lausanne. 5097
S'adresser à MM. Verrey, architectes, Charmettes E ou Avenue Agassiz 1.

A louer meublée
la campagne « Ben Venue », près Ouchy, 13 pièces, vastes dépendances, vue superbe.
S'ad. à MM. de la Harpe & Chatelanat, rue de Bourg 33. 5093

A REMETTRE
[5113] un bon magasin de confiserie et pâtisserie, situé dans la principale rue d'une ville de la Suisse française. Conditions avantageuses.
S'adresser sous chiffre H 1150 F, à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, à Fribourg.

MONTREUX
5096. A remettre à Montreux, rue du Temple, un magasin de mercerie, étoffes, chaussure, faïence, épicerie, en pleine activité et de bon rapport. S'adresser, étude J. MOTTIER, notaire.

Madame Rose Barnaud et son fils Yvon, à Salies-de-Bearn, et Mlle Constance Barnaud, à Coppet, annoncent à leurs parents et amis la mort de leur chère sœur et tante
Mademoiselle
Hélène BARNAUD
que Dieu a reprise à Lui mardi 22 courant.
L'ensevelissement aura lieu à Coppet, jeudi à 3 heures.

Monsieur et Madame Louis Renévier, à la Rosaz, Mme Faucher-Renévier, à Lausanne, Mlle Bl. Renévier, à Chailly, et leurs familles font part de leurs décès et connaissances à leur chère sœur et tante
Mademoiselle
Emma RENÉVIER
que Dieu a reprise à Lui mardi 22 septembre, à 10 h 1/2 heures du matin, à l'âge de 37 1/2 ans.
Cet avis tiendra lieu de faire-part.
On ne reçoit pas de visites. Prière de ne pas envoyer de fleurs.
Le convoi funéraire aura lieu jeudi 23 courant, à 3 heures. Culte à 2 1/2 heures.
Départ à Mon-Séjour, Chailly, pour le cimetière de Pully. 5114

ON DEMANDE
[5083] de suite, pour la campagne, femme de chambre connaissant bien son service, aimant les enfants et sachant bien conduire. Bonnes références indispensables. S'adresser sous Tc 10375 L, à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, Lausanne.

PRUNES
5056. On demande à acheter des prunes (zwetschen) bien mûres pour la distillation.
Adresser les offres avec prix sous chiffre H 3048 Q, à l'agence de publicité Haasenstain & Vogler, à Bâle.